Depuis sa prise de pouvoir en 1979, le régime des mollahs en Iran mène des actions terroristes dans le monde entier contre ses opposants politiques, la communauté juive et les institutions israéliennes. Dans un article du NZZ qui vient de paraître, « Schattenkrieg gegen Dissidenten und Juden » (La guerre de l’ombre contre les dissidents et les juifs), Daniel Rickenbacher décrit la stratégie de terreur internationale de la République islamique d’Iran qui dure depuis des décennies. Il déplore que l’Europe ait longtemps fait trop peu pour lutter contre ce terrorisme dirigé par l’Etat.

Rickenbacher mentionne le récent discours du Premier ministre britannique Keir Starmer, peu médiatisé, dans lequel il a déclaré que l’Iran avait soutenu plus de vingt attentats potentiellement mortels au Royaume-Uni au cours de la seule année dernière. Après l’assassinat du guide de la révolution iranienne Ali Khamenei, on craint de nouveaux actes de vengeance, raison pour laquelle les Etats-Unis ont placé leurs forces de sécurité en état d’alerte élevé.

Le Département d’État américain attribue à l’Iran quelque 360 attentats à l’étranger, tandis que le Washington Institute a documenté plus de 200 opérations en 2024, dont près de la moitié en Europe. Selon les chercheurs en terrorisme, on observe une nette augmentation des projets d’attentats iraniens depuis 2020. Les cibles sont notamment des synagogues, des ambassades israéliennes, des restaurants casher ainsi que des journalistes et des militants exilés. Il est frappant de constater que l’Iran collabore de plus en plus avec des réseaux criminels. Les criminels liés au Moyen-Orient bénéficient parfois d’une protection et aident en contrepartie à l’espionnage, aux enlèvements ou aux incendies criminels. Les exemples vont des commandes passées à des criminels russes et pakistanais aux États-Unis à la coopération avec des gangs en Allemagne, en Grande-Bretagne ou en Suède.

La terreur internationale du régime islamofasciste des mollahs de Téhéran a commencé peu après la révolution : dès 1979, le neveu du shah déchu a été assassiné à Paris. L’Europe et la Suisse ont également été touchées à plusieurs reprises. En 1990, l’opposant iranien Kazem Radjavi a été assassiné près de Genève. Mais l’acte terroriste le plus meurtrier a eu lieu en Argentine en 1994. Un attentat à la bombe contre un centre communautaire juif à Buenos Aires a tué 85 personnes. Les enquêtes ont montré que les ambassades iraniennes étaient souvent utilisées comme centres opérationnels. Malgré quelques réactions isolées – par exemple après l’attentat de Mykonos en 1992 à Berlin – les États européens ont longtemps été réticents à réagir. Ce n’est que récemment que l’UE a inscrit les

Gardiens de la révolution sur sa liste des organisations terroristes, tandis qu’en Suisse, une interdiction de ce type a été demandée, mais pas encore décidée.

Cliquez ici pour accéder à l’article : Neue Zürcher Zeitung – E-Paper